

16472

TRANSCOM/472
15/01/1991

RAPPORT AUX CONSEILS DES MULPOCS SUR LES PROGRAMMES SOUS REGIONAUX
POUR LA DEUXIEME DECENNIE DES NATIONS UNIES POUR
LES TRANSPORTS ET LES COMMUNICATIONS
EN AFRIQUE - 1991-2000.

AFRIQUE DE L'OUEST

1. Introduction générale:

Bref rappel sur la décennie.

1. Les pays africains ont hérité, lors de leur indépendance politique, de régimes économiques et d'infrastructures de transport et communications extravertis. Les réseaux de transports et de communications étaient conçus de façon à satisfaire les besoins d'exportation des matières premières vers les métropoles et d'importation de produits finis de ces derniers vers les pays africains colonisés.

2. Cette situation n'a pas ainsi permis le développement des échanges intra-africains puisque les moyens de communications inter-Etats faisaient défaut ou étaient insuffisants.

3. Les responsables africains ont vite compris qu'il fallait mettre au point des méthodes et concepts nouveaux de développement et que seule une étroite collaboration entre les Etats pouvait permettre d'aboutir à un développement réel et soutenu.

4. La volonté d'arriver à un développement intégré de l'Afrique a amené les chefs d'Etat et de gouvernement africains à adopter, lors de leur 10ème réunion au Sommet de l'OUA, en Juin 1973, la "Déclaration africaine sur la coopération, le développement et l'indépendance économique". Cette déclaration préconisait entre autres, le développement des infrastructures de transport et de communications de l'Afrique en vue d'assurer l'intégration économique du continent et la mise en place d'un marché commun africain.

5. En 1976, lors de la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale, ce que l'on a appelé négociations "NORD-SUD" sur le nouvel ordre économique international, les pays africains ont lancé l'idée d'une décennie pour les transports et les communications comme une des solutions aux problèmes de développement du continent. Cette idée lancée était donc conforme aux objectifs fixés par l'OUA et aux axes de solutions préconisées par la CEA qui depuis sa création en 1958, trouve que sans les transports et les communications, les économies africaines ne pourront être ni développées ni intégrées.

6. Forts de toutes ces considérations et conscients des difficultés et du retard considérable connu par l'Afrique dans le secteur des transports et des communications, les ministres de la CEA se sont engagés, lors de leur quatrième réunion, en 1977, à tout mettre en oeuvre pour donner une impulsion décisive au développement du continent et ont adopté la résolution 291 sur la Décennie des Transports et des Communications en Afrique pour les années 1978-1988.

7. Par cette résolution, les ministres demandaient à la Communauté internationale de soutenir activement la stratégie globale pour le développement des transports et des communications en Afrique, et aussi de mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires.

3. La résolution 291 (xiii) fut entérinée par le Conseil économique et Social des Nations Unies et l'Assemblée générale des Nations Unies proclama la période 1978-1988 Décennie des Nations Unies pour les transports et des communications en Afrique.

9. Bien que son programme n'ait pas été entièrement réalisé, la première décennie a eu le mérite d'avoir conduit les Etats africains et la Communauté internationale à une prise de conscience plus accrue sur l'énormité des défis auxquels l'Afrique est encore confrontée en matière des transports et des communications. En outre, étant donné les temps difficiles au cours desquels le programme était mis en oeuvre, les efforts déployés par les Etats africains pour améliorer les transports et les communications sont considérés, et à juste titre, comme ayant été relativement fructueux. Mais, dix ans étaient sincèrement insuffisants pour réaliser un programme aussi gigantesque.

10. Aussi, la Conférence des Ministres Africains des Transports, des Communications et du Plan a-t-elle, lors de sa 6ème réunion, tenue à Kinshasa en Mars 1988, adopté une résolution demandant la proclamation d'une deuxième Décennie.

11. Les objectifs de cette Deuxième Décennie, tels qu'adoptés, à Tanger, en Novembre 1989, par cette conférence, sont les suivants:

- Objectif 1: Mise en oeuvre des programmes échelonnés et des infrastructures des transports et des communications en tenant spécialement compte des besoins et exigences des pays enclavés et insulaires.
- Objectif 2: Réhabilitation, amélioration et maintenance des éléments en état critique des infrastructures et des équipements existants de manière à améliorer leur efficacité et leur capacité d'utilisation et prolonger leur vie économique.
- Objectif 3: Amélioration de la planification, du développement et de l'utilisation des ressources humaines en vue d'améliorer la qualité et la disponibilité du personnel à tous les niveaux pour une gestion efficace et un bon fonctionnement des systèmes de transport et de communications.

- Objectif 4: Amélioration de l'efficacité opérationnelle, de la qualité et de la disponibilité des services en matière de transports et de communications par la mise en oeuvre des mesures politiques et administratives appropriées qui accroîtront leur compétitivité, leur productivité et leur rentabilité tout en assurant en même temps le développement social et économique.
- Objectif 5: Mise en place de systèmes d'information en transport et communications pour servir de base d'analyse, d'amélioration de la gestion et de planification des investissements.
- Objectif 6: Développement des capacités industrielles afin de s'adapter aux changements rapides dans la technologie et en vue de réduire les coûts et les besoins en devises étrangères par la fabrication locale de certains équipements et composants et certains de leurs pièces de rechange.
- Objectif 7: Amélioration de la sûreté et de la sécurité du transport ainsi que le renforcement des mesures de protection de l'environnement liées aux transports.
- Objectif 8: Amélioration des transports et communications en zones rurales qui sont les piliers du développement économique et où vit la majorité de la population.
- Objectif 9: Amélioration du transport urbain en vue de satisfaire les besoins de la population urbaine en rapide croissance.
- Objectif 10: Création et renforcement des liaisons inter-régionales dans les domaines des transports et des communications.

12. Contrairement à la première décennie qui n'a pas bénéficié d'un temps de préparation suffisants, une période de deux ans 1989-1990 a été consacrée à la préparation du programme de la Seconde Décennie et divers mécanismes adhoc ont été mis en place à cette fin. Il s'agit notamment de la création:

- du comité de mobilisation de ressources;
- des Comités nationaux des coordination;
- des groupes de travail sous-sectoriels et sous-régionaux.

13. Les travaux de préparation du programme de la deuxième décennie ont consisté, que ce soit au niveau des CNC, ou au niveau des groupes sous-sectoriels ou sous-régionaux, en une évaluation de la situation existante des différents systèmes de transports et de communications et de leurs problèmes et contraintes, ensuite dans la définition des stratégies à suivre pour résoudre ces problèmes et, enfin, dans la formulation des programmes d'action à mettre en oeuvre pour atteindre les objectifs de la Décennie.

14. Ce rapport décrit donc brièvement la façon dont se sont déroulés les travaux de préparation du programme de la décennie au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

2. Préparation du programme de la Décennie au niveau de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

15. Comme cela s'est fait pour les autres sous-régions du Continent, les travaux de préparation du programme de la décennie pour la sous-région de l'Afrique du Nord se sont déroulés simultanément au niveau national et au niveau sous-régional, étant entendu que l'activité au niveau sectoriel devait couvrir tout le Continent.

2.1 Au niveau national.

16. La préparation du programme de la Décennie a consisté tout d'abord dans la mise en place des comités nationaux de coordination, tel qu'adopté par la Conférence des Ministres africains des transports, des communications et de la planification, lors de leur 7ième réunion, tenue à Tanger en Novembre 1989.

17. Le processus de mise en place des CNC devait être directement suivi par l'activité d'analyse de la situation existante des transports et communications de chaque pays par le CNC respectivement.

18. Mais, le processus de création des CNC n'a pas donné des résultats encourageant au niveau de cette sous-région. La CEA a envoyé des missions de sensibilisation et d'assistance pour la mise en place des CNC dans un certain nombre de pays de l'Afrique de l'Ouest.

19. En définitive, 9 pays sur 16 ont mis en place leurs CNC's.

20. La préparation des rapports sur la situation et les perspectives de développement du secteur des transports et des communications dans chaque pays a malheureusement suivi les mêmes exemples. En effet, jusqu'à une date très récente notamment, le Ghana, la Mauritanie, le Nigeria et la Sierra Leone avaient pu rendre disponibles leurs rapports.

2.2 Au niveau sous-régional:

21. Chaque organisation intergouvernementale avait reçu le mandat de sensibilisation des Etats de sa zone d'influence aux objectifs de la Décennie et à la mise en place des CNC. La stratégie de préparation de la décennie a en effet, été basée sur le principe de "Bas en Haut", ceci dans le but de responsabiliser d'avantage les Etats africains, mais aussi pour avoir une garantie que le programme qui serait retenu serait basé sur les préoccupations réelles des Etats africains.

22. Cette activité a été menée surtout par la CEAO et le MRU, qui conjointement avec la CEA, ont visité certains pays de leurs zones respectives à cette fin.

23. Chaque organisation de la sous-région devait ensuite faire un rapport sur la situation d'ensemble du secteur des transports et des communications et définir les stratégies et programmes d'action à mettre en oeuvre au cours de la Décennie.

2.3 Synthèse des activités de préparation de la Décennie.

24. Une réunion de synthèse et de consolidation des stratégies et programmes de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest pour la 2ème décennie a eu lieu du 29 octobre au 2 novembre 1990 à Ouagadougou.

25. Cette réunion devait examiner les rapports des Comités Nationaux de Coordination et ceux des organisations intergouvernementales de la sous-région en tenant dûment compte des rapports sous-sectoriels, pour sortir un programme global consolidé de la sous-région.

26. Il faut malheureusement signaler que sur 16 Etats de la sous-région seuls 4 (Burkina Faso, Mali, Niger et Sierra Léone) se sont fait représenter et qu'aucun d'eux, n'a pu présenté le rapport sur la situation des transports et communications de son pays, encore moins sur les perspectives de développement pour l'avenir.

27. Au niveau des organisations de la sous-région, l'organisation chef de file - la CEDEAO n'avait pas pu élaborer le rapport global de la sous-région et seules l'Union du fleuve Mano, l'autorité du Liptako-Gourma et l'OMVS ont présenté des rapports écrits de leurs organisation.

28. Compte tenu de cette faible participation des Etats membres à cette réunion, il a été demandé à la CEDEAO d'organiser une autre réunion pour faire la synthèse des questions débattues et d'autres à recevoir et pour préparer la stratégie et le programme de la sous-région. Cette deuxième réunion a eu lieu à Lagos les 29 et 30 novembre 1990. Cette fois-ci seuls 3 pays (Nigeria, Ghana et Niger) y ont pris part.

29. Face à cette situation, il a été convenu que la CEA prenne en charge la préparation du document de projet de stratégie et programme de la sous-région, sur base des soumissions de la CEAO, OMVS, CBLT, l'autorité de Liptako Gourma, et des programmes en cours de la CEDEAO et de l'Union de la rivière Mano.

3 Stratégie et Programme de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

30. Le document de projet de stratégie et programme d'action de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest pour la Deuxième Décennie comprend les parties importants suivantes:

- Présentation de la situation socio-économique de la sous-région;
- Analyse des systèmes de transport et communications qui présente les principaux problèmes et contraintes qui font obstacle à la mise en oeuvre des mesures adoptées pour le développement de ce secteur;
- Stratégies proposées pour la Deuxième Décennie; et
- Le programme d'actions initial.

31. S'agissant spécifiquement de la stratégie de la sous-région, les priorités suivantes ont été retenues comme devant constituer la base de développement du secteur des Transports et communications au cours de la 2eme Décennie.

(a) Transports:

- L'achèvement du réseau de base d'infrastructure de transport terrestre, constituant le fondement de l'intégration physique de la sous-région;
- La préservation du patrimoine existant par l'institutionnalisation de l'entretien et de la réhabilitation les infrastructures de transport (planification, financement local et exécution);
- La réduction des coûts de transport des différents modes;
- La coordination des modes de transport existants et l'augmentation de leurs efficiences par: le développement de la formation et les réformes institutionnelles appropriés;
- Le développement de la coopération entre Etats en vue de l'harmonisation des politiques, en particulier, en matière de transport maritime et de transport aérien;
- La mise en place de banque de données sur les transports.

(b) Télécommunications:

- La mise en valeur des ressources humaines;
- L'entretien et la réhabilitation de l'infrastructure existante;
- Le renforcement de la capacité institutionnelle;
- La promotion de projets pour la fabrication de matériel et de pièces de rechange pour les télécommunications;
- L'utilisation accrue des centres de transit en Afrique pour l'acheminement du trafic intra-africain.

(c) Services Postaux:

- La mise en valeur des ressources humaines pour mieux gérer les organismes postaux modernes et pour fournir d'une manière plus efficace les services actuellement demandés;
- La création d'une entreprise pour la fabrication de matériel postal;
- Le développement des services financiers; et
- La création de centres de transit.

4. Conclusion:

32. Comme indiqué, le projet de programme initial présenté dans le rapport de la sous-région concernent principalement les préoccupations des organisations de la sous-région.

33. Un appel est donc lancé au Conseil du Mulpoc auquel est adressé ce rapport pour essayer de sensibiliser les Etats qui ne l'ont pas fait d'envoyer les rapports sur les stratégies et leurs programmes d'action de leurs pays pour la Décennie pour leur incorporation dans le programme global de la Décennie.